

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement au Protocole sur le rôle des Parlements nationaux dans l'Union européenne

Déposée par Monsieur Pierre LEQUILLER, Membre

PROJET DU PRESIDIUM	AMENDEMENTS DE M. PIERRE LEQUILLER
<p>LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,</p> <p>RAPPELANT que la manière dont les différents Parlements nationaux exercent le contrôle sur leur propre gouvernement pour ce qui touche aux activités de l'Union relève de l'organisation et de la Pratique constitutionnelles propres à chaque État membre,</p>	<p>LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,</p> <p>RAPPELANT que la manière dont les différents Parlements nationaux exercent le contrôle sur leur propre gouvernement pour ce qui touche aux activités de l'Union relève de l'organisation et de la Pratique constitutionnelles propres à chaque État membre, <u>et soulignant l'adoption par la XVIIIe COSAC de Bruxelles du 27 janvier 2003 de normes minimales indicatives permettant aux Parlements nationaux de suivre et de contrôler la politique européenne de leurs gouvernements respectifs :</u></p> <p><i>Justification :</i></p> <p><i>Les règles minimales indicatives adoptées le 27 janvier 2003 par la XVIIIe COSAC de Bruxelles constituent une source importante quant aux critères du contrôle exercé par les Parlements nationaux sur les affaires européennes. A ce titre, il est souhaitable d'y faire référence dans le présent protocole.</i></p>
<p>DÉSIREUSES, cependant, d'encourager une participation accrue des Parlements nationaux aux activités de l'Union européenne et de renforcer leur capacité à exprimer leur point de vue sur les questions qui peuvent présenter pour eux un intérêt particulier,</p> <p>ONT ADOPTÉ les dispositions ci-après, qui sont annexées à la Constitution:</p> <p>I. Informations destinées aux Parlements nationaux des États membres</p> <p>1. Tous les documents de consultation de la Commission (livres verts, livres blancs et communications) sont transmis directement par la Commission aux Parlements nationaux des États membres.</p>	<p>DÉSIREUSES, cependant, d'encourager une participation accrue des Parlements nationaux aux activités de l'Union européenne et de renforcer leur capacité à exprimer leur point de vue sur les questions qui peuvent présenter pour eux un intérêt particulier,</p> <p>ONT ADOPTÉ les dispositions ci-après, qui sont annexées à la Constitution:</p> <p>I. Informations destinées aux Parlements nationaux des États membres</p> <p><u>1.</u> La Commission envoie toutes ses propositions législatives directement aux Parlements nationaux des États membres en même temps qu'au Parlement européen et au Conseil.</p>

<p>2. La Commission envoie toutes ses propositions législatives directement aux Parlements nationaux des États membres en même temps qu'au Parlement européen et au Conseil.</p>	<p>2. Tous les documents de consultation de la Commission (livres verts, livres blancs et communications) sont transmis directement par la Commission aux Parlements nationaux des États membres.</p>
	<p>Justification :</p> <p><i>Les points 1 et 2 ont été inversés afin de tenir compte de la hiérarchie entre les actes juridiquement contraignants (propositions législatives) et les documents de consultation.</i></p>
<p>3. Les Parlements nationaux des États membres peuvent adresser aux présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé concernant la conformité d'une proposition législative de la Commission avec le principe de subsidiarité, selon la procédure prévue dans le Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité.</p>	<p>3. Les Parlements nationaux des États membres peuvent adresser aux présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé concernant la conformité d'une proposition législative de la Commission avec le principe de subsidiarité, selon la procédure prévue dans le Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité.</p>
<p>4. Un délai de six semaines s'écoule entre le moment où une proposition législative est mise par la Commission à la disposition du Parlement européen, du Conseil et des Parlements nationaux des États membres dans leurs langues et la date à laquelle elle est inscrite à l'ordre du jour du Conseil en vue de son adoption ou de l'adoption d'une position dans le cadre de la procédure législative prévue à l'article [X dans la Partie II du traité instituant une constitution pour l'Europe], des exceptions étant possibles pour des raisons d'extrême urgence, dont les motifs doivent être exposés dans l'acte ou la position commune.</p>	<p>4. Un délai de six semaines s'écoule entre le moment où une proposition législative est mise par la Commission à la disposition du Parlement européen, du Conseil et des Parlements nationaux des États membres dans leurs langues et la date à laquelle elle est inscrite à l'ordre du jour du Conseil en vue de son adoption ou de l'adoption d'une position dans le cadre de la procédure législative prévue à l'article [X dans la Partie II du traité instituant une constitution pour l'Europe], des exceptions étant possibles pour des raisons d'extrême urgence, dont les motifs doivent être exposés dans l'acte ou la position commune. <u>Afin de permettre aux Parlements nationaux d'exercer leur contrôle, un délai raisonnable doit s'écouler entre l'examen d'une proposition législative par le COREPER et l'adoption d'une position commune par le Conseil.</u></p>
	<p>Justification :</p> <p><i>Il est nécessaire qu'un délai raisonnable s'écoule entre l'examen d'une proposition législative par le COREPER et l'adoption d'une position commune par le Conseil afin que les Parlements nationaux puissent tenir compte de l'évolution des négociations dans l'élaboration de leur position.</i></p>
<p>5. Les ordres du jour et les résultats des sessions du Conseil sont communiqués directement aux Parlements nationaux des États membres.</p>	<p>5. Les ordres du jour et les résultats des sessions du Conseil sont communiqués directement aux Parlements nationaux des États membres, <u>dès leur</u></p>

	<p><u>établissement par le Secrétariat général du Conseil. Les gouvernements des pays membres s'efforcent d'établir, pour leurs parlements nationaux respectifs, un matériel d'information claire et facilement lisible concernant les propositions législatives européennes.</u></p> <hr/> <p>Justification :</p> <p><i>Afin d'être utiles aux Parlements nationaux, les ordres du jour et les résultats des sessions du Conseil doivent leur être adressés suffisamment à temps. En outre, il est souhaitable que les Parlements nationaux soient régulièrement tenus informés des positions défendues par leurs gouvernements respectifs ainsi que de l'évolution des négociations, pour se prononcer en connaissance de cause sur les propositions législatives européennes qui sont soumises à leur examen.</i></p> <hr/> <p>6. La Commission envoie aux Parlements nationaux des États membres à titre d'information tout instrument de programmation législative ou de stratégie politique qu'elle présenterait au Parlement européen et au Conseil, en même temps qu'à ces institutions.</p> <hr/> <p>Justification :</p> <p><i>Amendement de coordination.</i></p> <hr/> <p>7. La Cour des comptes envoie à titre d'information son rapport annuel aux Parlements nationaux des États membres en même temps qu'au Parlement européen et au Conseil.</p> <hr/> <p>Justification :</p> <p><i>Amendement de coordination</i></p> <hr/> <p>8. Le Parlement européen examine avec les parlements nationaux comment promouvoir de façon efficace la coopération inter-parlementaire au sein de l'Union européenne.</p> <hr/> <p>Justification :</p> <p><i>Amendement rédactionnel</i></p> <hr/>
--	--

<p>9. La Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires, instituée les 16 et 17 novembre 1989, peut soumettre toute contribution qu'elle juge appropriée à l'attention du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. De telles contributions ne lient en rien les Parlements nationaux ni ne préjugent leur position.</p>	<p>9. La Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires, instituée les 16 et 17 novembre 1989, peut soumettre toute contribution qu'elle juge appropriée à l'attention du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. De telles contributions ne lient en rien les Parlements nationaux ni ne préjugent leur position. <u>L'institution destinataire d'une contribution est tenue d'y répondre dans un délai de trois mois.</u></p> <hr/> <p>Justification :</p> <p><i>L'obligation pour une institution destinataire de répondre à une contribution de la COSAC dans un délai de trois mois permet de s'assurer que de telles contributions feront l'objet d'un examen par leurs destinataires.</i></p> <hr/> <p><u>Après le point 9., ajouter un II. ainsi rédigé :</u></p> <p>« II. Rôle des Parlements nationaux en ce qui concerne l'espace de sécurité, liberté et justice</p> <p>10. Les Parlements nationaux peuvent adresser aux présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé concernant la conformité d'une proposition législative de la Commission ou d'une initiative des Etats membres avec les aspects fondamentaux de leur droit pénal et civil national ou avec les droits fondamentaux garantis par le [titre I bis] de la présente Constitution.</p> <p>11. Les Parlements nationaux sont consultés lors de la détermination, par le Conseil européen, des orientations stratégiques et des priorités de la politique européenne en matière de justice pénale.</p> <p>12. Des conférences interparlementaires sont tenues périodiquement sur les activités de l'Union dans le domaine de l'espace de sécurité, liberté et justice.</p> <p>13. Les Parlements nationaux sont associés au mécanisme d'évaluation mutuelle existant dans le domaine de l'espace de sécurité, liberté et justice.</p> <p>14. Une commission mixte, regroupant des membres des commissions compétentes des Parlements nationaux et du Parlement européen est étroitement associée au contrôle d'Europol et du parquet européen. »</p>
---	--

	<p>Justification :</p> <p><i>L'espace de sécurité, de liberté et de justice se situe au centre des compétences des Parlements nationaux et de la vie des citoyens européens. Les mesures adoptées dans ce domaine, en particulier en matière pénale, doivent faire l'objet d'un débat démocratique et transparent, aussi bien au niveau européen - les compétences du Parlement européen seront renforcées à cet effet - que national.</i></p> <p><i>Dans ce secteur, des changements majeurs, aux conséquences importantes pour les Parlements nationaux, sont envisagés au sein de la Convention européenne :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- les conventions de l'actuel « troisième pilier » de l'Union européenne, couvrant la coopération judiciaire pénale et policière, vont être remplacées par des instruments de droit communautaire classique, non soumis à ratification ;</i> <i>- les actuelles décisions-cadres et décisions, dépourvues d'effet direct, seront remplacées par les futures lois-cadres et lois, dotées d'effet direct dès leur entrée en vigueur ou à l'expiration de leur délai de transposition, sans qu'une intervention des Parlements nationaux ne soit nécessaire ;</i> <i>- l'Union européenne sera dotée de la personnalité juridique internationale, et les accords négociés avec des pays tiers en matière pénale (extradition et entraide judiciaire) ou policière ne feront donc plus l'objet d'une autorisation parlementaire nationale avant d'être ratifiés.</i> <p><i>Ces évolutions, dans un domaine aussi sensible et touchant profondément aux compétences des Parlements nationaux, doivent nécessairement s'accompagner d'un renforcement de leur rôle dans l'élaboration du droit de l'Union.</i></p> <p><i>La nature des compétences et des questions traitées par l'Union change en effet radicalement. Les politiques des Etats membres en matière criminelle, d'asile, et d'immigration se définissent, de plus en plus, à Bruxelles. Les questions qui sont abordées au cours de chaque session du Conseil « Justice et affaires intérieures » touchent ainsi au cœur des droits et de la vie de chaque citoyen et des compétences de</i></p>
--	---

	<p>leurs représentants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faut-il, dans le cadre de la répression de l'exploitation sexuelle des enfants et de la pédopornographie, établir des échelles de peines différentes en fonction du consentement d'une victime mineure ? - Peut-on accepter d'extrader une personne vers un Etat où elle risque d'être jugée par des juridictions d'exception ? - Faut-il prévoir un traitement différencié pour le trafic de certaines drogues en petites quantités ? - Peut-on débouter automatiquement les demandeurs d'asile provenant de pays que l'on aura préalablement définis comme des « pays tiers sûrs » ? <p>Ces questions, quelle que soit la réponse qu'on leur apporte, doivent être débattues publiquement, dans la transparence, par des représentants élus et responsables devant leurs électeurs. C'est, en particulier, une condition indispensable pour l'élaboration du droit pénal dans une société démocratique, seule à même de conférer au principe de légalité des délits et des peines (« Nullum crimen, nulla poena sine lege ») toute sa portée.</p> <p>Le présent amendement reprend les propositions formulées sur ce sujet par le groupe de travail présidé par M. John Bruton, en élargissant le droit d'alerte précoce à la protection des droits fondamentaux et au droit civil, et en y ajoutant la création d'une commission mixte (Parlement européen et Parlements nationaux) pour le contrôle d'Europol et du futur parquet européen (conformément à la proposition figurant dans la communication de la Commission sur le contrôle démocratique d'Europol).</p>